



## **CORONAVIRUS : Impact de la crise sur les entreprises du Transport routier de marchandises**

Troisième enquête du 13 et 19 mai – nombre de répondants : 1080

### **Un secteur fragilisé en attente de réponses claires de l'Etat**

Dix jours après le début du déconfinement, la FNTR publie sa troisième enquête concernant les conséquences de la crise sur le secteur du Transport routier de marchandises. Le constat est sans appel, la reprise de l'activité est très lente. Le secteur est très affaibli avec près de 60% des entreprises annonçant encore un arrêt partiel de leur activité. Marché désorganisé, pression sur les prix, augmentation des kilomètres à vide et surcoûts, le secteur subit de nombreux déséquilibres qui fragilisent les entreprises. La pérennité de l'activité et de l'emploi sont en jeu. Un constat qui a déjà amené les organisations professionnelles à lancer un appel à un plan de sauvegarde du secteur au Gouvernement. Un appel resté, à ce jour, sans réponse.

Malgré le déconfinement, **près de 60% des entreprises sont encore en arrêt partiel voire total** et 21% des camions se trouvent toujours à l'arrêt complet.

L'enquête réalisée fait apparaître une chute du chiffre d'affaire respectivement à - 48 % en mars et à - 44 % en avril.

**Cette crise sanitaire a également généré une profonde désorganisation du marché et des déséquilibres importants. A cela, trois raisons :**

1. **Une hausse de 21% des kilomètres à vide par rapport à la moyenne habituelle** engendrant un surcoût de 15,3 % sur chaque kilomètre réalisé par rapport à la situation avant crise sanitaire (étude CNR).
2. **Une augmentation de 7,2% des charges de l'entreprises liés aux coûts directs** de l'achat de gel hydroalcoolique, masques et autres équipements. A ces coûts directs s'ajoute une perte de productivité liée par exemple à l'allongement des temps de chargement et déchargement comme en témoignent 40% des entreprises.
3. **Une surcapacité en matière d'offre qui génère une baisse des prix du transport** : 30 % des entreprises ont des pressions sur les prix de la part de leurs donneurs d'ordre et observent une forte baisse des prix en matière d'affrètement.

Plus d'un tiers des chefs d'entreprise anticipent déjà d'être obligés à réduire prochainement leurs effectifs. L'emploi est menacé. Ce qui légitime la demande de voir le dispositif du chômage partiel prolongé pour les entreprises de transport.

Cette demande fait partie d'un plan de relance adressé par la FNTR-aux pouvoirs publics lesquels n'ont, pour le moment, pas réagi. Un appel réitéré cette semaine avec l'ensemble des organisations professionnels de la branche. **Face à des entreprises exsangues et dont la confiance en l'avenir s'étiolle chaque jour un peu plus** (54% des répondants n'ont pas confiance dans l'avenir), le silence du Gouvernement est incompréhensible. La reconnaissance vis-à-vis d'un secteur qui a permis la continuité de l'approvisionnement de la Nation pendant le confinement semble déjà bien loin.

**Contact presse :**

Vanessa Ibarlucea – 07 84 38 62 32

Gilles Botineau – 06 78 22 69 00

**La Fédération Nationale des Transports Routiers :**

1<sup>ère</sup> Organisation représentative de la branche Transport routier, Logistique & activités auxiliaires, elle représente plus de 5000 entreprises, de toute taille, partout sur le territoire grâce, notamment, à ces 30 syndicats départementaux et régionaux. Seule organisation française à avoir une représentation permanente à Bruxelles, elle se bat quotidiennement pour porter haut et fort la voix des transporteurs routiers partout où cela est nécessaire.